

14

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Allocution de

S.E. Dr. FOUAD MOHADJI

**Vice - Président de l'Union des Comores,
A l'occasion de la Dix-Septième Conférence
des Nations Unies sur les Changements
Climatiques**

Durban, Afrique du Sud, le 07 décembre 2011.

**Excellences Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de
Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Madame la Présidente,
Honorables délégués,
Mesdames, Messieurs,**

Je voudrais tout d'abord, au nom de mon pays, l'Union des Comores, joindre ma voix à celle des éminentes personnalités qui m'ont précédées sur cette auguste tribune, pour vous féliciter, Madame la Présidente, d'avoir été investie de la confiance et de la lourde responsabilité, mais combien exaltante, de diriger les travaux de notre Conférence.

Je m'associe à mes prédécesseurs pour rendre hommage, en mon nom personnel et au nom du Gouvernement et du peuple comorien, à Mama Konaté qui nous a quittés, pour son travail louable, son engagement sans faille pour la lutte contre les changements climatiques. Nous partageons tous la douleur que ressentent sa famille et nos frères maliens, ainsi que tous les peuples du monde, peuples que Mama Konaté a toujours défendus dans le cadre de son travail. Qu'Allah tout puissant l'accueille en son paradis.

Je saisis également cette opportunité pour rendre un vibrant et sincère hommage au Gouvernement et au peuple frère Sud-Africain pour l'accueil très chaleureux et fraternel qui nous a été réservé et les attentions particulières dont nous sommes entourés, depuis notre arrivée dans ce magnifique pays, et exprime notre admiration pour l'excellente organisation de nos travaux.

Madame la Présidente,

L'engagement de votre pays au service de la coopération internationale pour le Développement Durable, vos hautes qualités humaines et votre dévouement personnel constituent des atouts précieux pour nous permettre de parvenir à des degrés satisfaisants de convergence au cours de la présente Conférence.

Je puis vous assurer, Madame la Présidente, de notre coopération et de notre soutien plein et entier à cet égard.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Chacun sait et c'est là une certitude voir une évidence que le changement climatique est le défi majeur de notre siècle. Ses effets dévastateurs et meurtriers sont là sous nos yeux, vécus au quotidien par des milliers d'hommes et de femmes recensés aujourd'hui comme des réfugiés climatiques.

Aujourd'hui, nous savons où nous sommes, chacun de nous connaît sa part de responsabilité individuelle et collective dans cette disparition annoncée de notre planète terre.

Il y a urgence, il faut agir et vite ; il s'agit ici de faire face à un véritable enjeu de civilisation qui menace notre existence commune.

Notre combat contre les effets des changements climatiques et la réponse commune que nous y avons apportée, nous a amené à adopter en 1992 la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et en 1997 le Protocole de Kyoto.

A Cancun, nous avons sécurisé les éléments positifs des Accords de Copenhague par la mise en place de nouveaux outils qui marquent l'émergence d'une gouvernance mondiale active du climat, notamment sur l'adaptation, le financement à travers le fonds vert, et le transfert de technologies, c'est là partiellement une grande avancée.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

L'Afrique abrite le plus grand nombre de pays les moins avancés de la planète. Le niveau de ses émissions est un des plus faibles de toutes les régions du monde, mais paradoxalement, le continent demeure le plus fragile, le plus vulnérable, aux changements et à la variabilité climatiques.

A l'horizon 2020, on estime que 75 à 250 millions des personnes vivant sur le continent pourraient être exposées à un risque de stress hydrique, et dans certains pays, les rendements agricoles pourraient connaître une baisse allant jusqu'à 50%. Il est donc nécessaire d'adopter au cours de cette conférence un programme de travail sur l'agriculture adaptée aux changements climatiques, en réponse également au cri d'alarme lancé par nos agriculteurs au cours de cette négociation.

Les Petits États Insulaires en Développement, quant à eux sont confrontés à des risques accrus d'augmentation du niveau de la mer, d'érosion des côtes et d'intempéries sévères qui ont des conséquences

sur les secteurs économiques et sociaux, menaçant ces pays d'être purement et simplement submergés et rayés du globe terrestre.

Pour mon pays, l'Union des Comores, la montée du niveau de la mer, à l'horizon 2025 pourrait entraîner le déplacement d'au moins 10% de la population, la destruction de 29% du réseau routier, de 30% de l'infrastructure hôtelière, de 70% des ports et aéroports et de 6% des unités d'habitations, pour un coût total de plus d'un milliard de dollars américains représentant ainsi plus de deux fois le PIB du pays.

C'est dire le danger et l'ampleur des incidences catastrophiques des changements climatiques sur le développement de nos pays. Les effets des changements climatiques conjugués aux multiples crises économiques, financières, énergétiques et alimentaires qui ont frappés de plein fouet nos pays ont annihilé tous les efforts engagés par nos gouvernements et l'espoir d'éradiquer la pauvreté et d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement d'ici 2015.

Madame la Présidente,

La situation est grave, elle nous interpelle tous, et nous devons, ici et maintenant prendre des décisions courageuses de portée réelle pour un nouvel élan d'espoir et de solidarité pour la survie de l'humanité.

La raison, l'éthique, la science et le droit, doivent nous guider à traduire d'abord, le sens de la responsabilité qui est la nôtre et, ensuite, notre volonté d'agir.

C'est pourquoi, à Durban, nous nous devons d'être courageux et ambitieux et poursuivre les acquis de Cancun dans le respect du mandat de l'article 3.9 du Protocole de Kyoto et du mandat du Plan d'action de Bali, au titre de la Convention.

Ainsi, le protocole de Kyoto ne devrait, ne doit et ne peut rendre l'âme, surtout en terre africaine, berceau de l'humanité et, entre les mains d'un des peuples qui ont fait la fierté du continent africain et du monde entier.

Durban devra combler le fossé entre les promesses de réduction des émissions des pays développés et les exigences scientifiques d'équité et de responsabilité historique.

Il est primordial que ces négociations nous permettent d'aboutir à des résultats probants, notamment : l'obtention d'une seconde période

d'engagement du Protocole de Kyoto, l'adoption d'un instrument légalement contraignant dans le cadre des Actions de Coopération à Long Termes, être plus ambitieux sur les objectifs d'atténuation en visant une stabilisation de la température moyenne mondiale à 1,5° compte tenu des nouvelles données scientifiques. Nous devons également mettre en place les institutions prévues et créées depuis CACUN notamment pour l'adaptation, la finance, la technologie et le renforcement des capacités, avec des règles strictes et répondant réellement aux besoins des pays en développement, notamment les petits états insulaires en développement.

Il faut donc opérationnaliser le Fonds Verts en privilégiant et en facilitant son accès le plus rapidement possible aux plus démunis et aux plus vulnérables d'entre nous, afin de leur permettre dans le cadre de programme nationaux d'adaptation, de faire face efficacement aux impacts des changements climatiques.

Il s'agit là, Excellences, Mesdames et Messieurs, encore une fois de survie, et je voudrais ici qu'on ait à l'esprit dans nos débats, que derrière les mots et les chiffres, il est surtout question de la vie de millions d'hommes et de femmes, et d'enfants en sursis de mort si nous n'avons pas l'audace et la sagesse à Durban de transcender nos divergences et nos intérêts particuliers pour que vive la Terre.

A cet égard, nous saluons la position responsable de l'Union Européenne de s'engager dans une deuxième période au titre du Protocole de Kyoto et appelons à un effort collectif pour atteindre les objectifs de cette conférence.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

J'ose espérer qu'aux termes de nos travaux nous quitterons Durban convaincus et fiers d'avoir déployé tous les efforts nécessaires pour la sauvegarde de l'humanité, sous peine d'une condamnation par l'histoire, pour génocide climatique par omission.

Je vous remercie de votre attention.